

## Situation Mensuelle de l'Etat



**Octobre 2013**





 DIRECTION GÉNÉRALE DES  
FINANCES PUBLIQUES

<b>Synthèse</b> .....	<b>2</b>
Faits marquants .....	2
Focus sur l'actualité .....	4
Chiffres clés .....	5
<b>Solde d'exécution budgétaire</b> .....	<b>6</b>
<b>Dépenses</b> .....	<b>7</b>
Dépenses du budget général par titres et catégories .....	7
Dépenses du budget général par missions et programmes .....	8
<b>Recettes</b> .....	<b>12</b>
Recettes fiscales du budget général .....	12
Recettes non fiscales du budget général .....	14
Prélèvements sur recettes de l'Etat et fonds de concours .....	16
<b>Opérations des comptes spéciaux</b> .....	<b>17</b>
<b>Données patrimoniales</b> .....	<b>18</b>
Correspondants du Trésor et personnes habilitées .....	18
Dettes financières de l'Etat .....	19
<b>Notes méthodologiques</b> .....	<b>20</b>



## Solde d'exécution budgétaire de l'exercice (hors FMI) : -86,05 Md €

Le solde d'exécution budgétaire à fin octobre 2013 s'élève à -86,05 Md € contre -94,57 Md € à fin octobre 2012 à périmètre constant. Cette variation s'explique essentiellement par une hausse des

recettes (+9,59 Md €) en partie compensée par une augmentation des dépenses du budget général (+1,61 Md €). Le solde des comptes spéciaux s'accroît de 0,54 Md € par rapport à l'an passé.

## Dépenses du budget général (nettes de R et D\*) : 259,90 Md €

### Les principales dépenses du mois

✓ Mission **Engagements financiers de l'Etat** : 19,54 Md € dont 16,12 au titre du programme « Charge de la dette et trésorerie de l'Etat » correspondant notamment à l'abondement du compte de commerce « Gestion de la dette et de la trésorerie de l'Etat » et 3,26 Md € au titre du programme « Dotation en capital du Mécanisme européen de stabilité » (4<sup>ème</sup> versement) ;

✓ Mission **Enseignement scolaire** : 5,22 Md € imputables essentiellement à l'Enseignement scolaire public des premier et second degrés ;

✓ Mission **Recherche et enseignement supérieur** : 2,73 Md € dont 1,83 Md € au titre du programme « Formations supérieures et recherche universitaire » ;

✓ Mission **Défense** : 2,19 Md € dont 1,75 Md € pour le programme « Préparation et emploi des forces » ;

✓ Mission **Sécurité** : 1,44 Md € partagé essentiellement entre les programmes « Police nationale » à hauteur de 0,78 Md € et « Gendarmerie nationale » pour 0,66 Md € ;

✓ Mission **Ecologie, développement et aménagement durables** : 1,17 Md € dont 0,63 Md € au titre du programme « Infrastructures et services de transports ».

Les dépenses nettes à fin octobre 2013 s'élèvent à 259,90 Md € contre 258,30 Md € à fin octobre 2012 à périmètre constant. Cette évolution résulte à la fois de la hausse des dépenses de fonctionnement (+2,68 Md € dont 1,62 Md € d'augmentation de

capital de la Banque européenne d'investissement) et des dépenses de personnel (+1,67 Md € dont +2,23 Md € de cotisations et contributions sociales) et de la baisse des charges de la dette (-1,19 Md €) et des dépenses d'intervention (-0,90 Md €).

## Recettes du budget général (nettes de R et D\*) : 178,83 Md €

### Les principales recettes du mois (nettes de R et D\*)

**TVA** : 12,15 Md € ;

**Impôt sur le revenu** : 6,67 Md € ;

**Enregistrement, timbre, autres contributions et taxes indirectes** : 1,48 Md € dont 0,80 Md € de mutations à titre gratuit par décès ;

**Taxe intérieure de consommation sur les produits énergétiques** : 1,27 Md € ;

**Prélèvements sur les recettes de l'Etat au profit des collectivités territoriales** : -4,69 Md €.



### Recettes fiscales (nettes de R et D\*) : 232,36 Md €

Elles s'élevaient à 218,40 Md € à périmètre constant à fin octobre 2012, soit une augmentation de 13,96 Md €. Cette hausse concerne notamment l'IR (+6,16 Md €) et l'IS (+4,88 Md €). En outre, on constate la hausse de la TVA (+2,09 Md €) et de la contribution sociale sur les bénéfices des sociétés (+1,03 Md €).

On note également l'augmentation des autres impôts directs et taxes assimilées par rapport à 2012 (+2,52 Md €). En effet, l'impôt de solidarité sur la fortune est en hausse de 2,01 Md € par rapport à

l'an passé. Les recettes diverses ont également augmenté (+2,62 Md €) notamment en raison des créations de la contribution additionnelle à l'IS sur les montants de dividendes distribués (+1,69 Md €) et de la contribution complémentaire à la taxe exceptionnelle sur la réserve de capitalisation des entreprises d'assurance (+0,89 Md €).

Par ailleurs, les recettes de retenues à la source et prélèvements sur les revenus de capitaux mobiliers et le prélèvement sur les bons anonymes baissent de 1,98 Md € sur un an.

### Recettes non fiscales : 9,07 Md €

Les recettes non fiscales à fin octobre 2013 s'élèvent à 9,07 Md € contre 9,71 Md € en 2012 à périmètre constant. Cet écart s'explique principalement par la baisse des redevances d'usage des fréquences radioélectriques de 1,50 Md € (recette exceptionnelle en 2012 relative à la

procédure d'attribution d'autorisations d'utilisation de fréquences dans la bande 800 MHz en France métropolitaine) partiellement compensée par la hausse des dividendes et recettes assimilées (+1,03 Md €).

### Prélèvements sur les recettes de l'Etat : -65,62 Md €

Les prélèvements sur les recettes de l'Etat s'élèvent à -65,62 Md € à fin octobre 2013 contre -61,87 Md € à fin octobre 2012. Cette évolution est

surtout imputable à la hausse des prélèvements au profit de l'Union européenne de 2,98 Md €.

### Solde des comptes spéciaux (hors FMI) : -4,97 Md €

#### Les principales évolutions du mois (hors CAS « Pensions »)

Le compte « **Avances aux collectivités territoriales** » enregistre des dépenses pour 7,48 Md € et des recettes pour 30,91 Md € (notamment dus à l'échéance de taxes foncières au 15 octobre ainsi qu'à la comptabilisation du dégrèvement barémique de cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises – cf. focus sur l'actualité). Le compte « **Gestion de la dette et de la trésorerie de l'Etat** » laisse apparaître des dépenses pour 16,51 Md € dus essentiellement au paiement des intérêts des OAT à taux fixe et des recettes pour 16,41 Md € (abondement du budget général). Le

compte « **Participations financières de l'Etat** » enregistre des dépenses pour 3,32 Md € correspondant principalement au versement au profit du Mécanisme européen de stabilité et 3,26 Md € de recettes traduisant l'abondement du budget général. On constate également la comptabilisation en dépenses du compte « **Avances à divers services de l'Etat ou organismes gérant des services publics** » des avances versées à l'Agence de services et de paiement (ASP) au titre des aides communautaires de la politique agricole commune, pour 2,97 Md €.

Au 31 octobre 2013, le solde des comptes spéciaux s'établit à -4,97 Md € contre -5,51 Md € en octobre 2012.

### Dette financière de l'Etat au 31 octobre : 1 449,48 Md €

Les flux nets positifs enregistrés, depuis le début de l'année, concernent les OAT (émissions nettes de 98,93 Md €) et les BTF (émissions nettes de

13,34 Md €). Le montant des BTAN a diminué de 53,56 Md € depuis le début de l'exercice.



### ☞ Cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises (CVAE)

Créée par la loi de finances pour 2010, la **Cotisation sur la Valeur Ajoutée des Entreprises (CVAE)** est l'une des composantes de la contribution économique territoriale remplaçant la taxe professionnelle. Elle dépend de la valeur ajoutée de l'entreprise c'est-à-dire la différence entre son chiffre d'affaires et le coût des éléments incorporés dans sa production.

Elle est répartie entre les collectivités territoriales de la manière suivante :

- les communes et les EPCI reçoivent 26,5 % de la CVAE due au titre de la valeur ajoutée imposée sur leur territoire ;

- les départements et les régions reçoivent respectivement 48,5 % et 25 % de la CVAE due au titre de la valeur ajoutée imposée dans chaque commune de leur territoire.

La CVAE est due uniquement par les entreprises, ou personnes exerçant une activité professionnelle non salariée, qui réalisent plus de 500 000 € de chiffre d'affaires (CA) hors taxe, quel que soit leur statut juridique, leur activité ou leur régime d'imposition.

Cependant, toutes les entreprises dont le chiffre d'affaires est supérieur à 152 500 € doivent effectuer la

déclaration de valeur ajoutée et des effectifs salariés qui sert à en déterminer la base d'imposition, même si elles ne sont pas redevables de la CVAE.

Elle fait l'objet de deux acomptes au 15 juin et au 15 septembre. Ils représentent chacun, 50 % de la CVAE de l'année précédente et ne sont exigibles que si celle-ci est supérieure à 3 000 €. La régularisation du solde intervient au début du mois de mai de l'année suivante.

En théorie, le taux de la CVAE est égal à 1,50 % de la valeur ajoutée. Cependant, les entreprises dont le chiffre d'affaire n'excède pas 50 000 000 €, bénéficient d'un dégrèvement (appelé « dégrèvement barémique ») selon un barème progressif.

Le coût de ce dégrèvement est pris en charge par l'Etat. En comptabilité budgétaire, l'opération se traduit simultanément par une dépense au programme « Remboursements et dégrèvements d'impôts locaux » et une recette au compte de concours financiers « Avances aux collectivités territoriales ».

Comptabilisé au mois d'octobre cette année, le dégrèvement barémique s'élève pour 2013 à 3,57 Md € (pour une prévision de 3,60 Md €). Le montant de la CVAE à fin octobre 2013 s'élève à 17,44 Md €.



	Mois	Cumul à fin octobre		Renvoi Page	
	Octobre	2013	2012 retraité 2012 exécuté		
unité : million d'€.					
<b>DONNEES BUDGETAIRES</b>					
<b>Solde d'exécution budgétaire de l'exercice (hors FMI)</b>	<b>-5 217</b>	<b>-86 048</b>	-94 565	-94 607	6
<b>Dépenses du budget général (nettes de R et D)</b>	<b>37 133</b>	<b>259 902</b>	258 295	258 257	6
<b>Recettes du budget général (nettes de R et D)</b>	<b>12 941</b>	<b>178 826</b>	169 239	169 159	6
Principales recettes fiscales (nettes de R et D)					
- IR	6 666	57 990	51 826	51 826	
- IS *	-17	33 967	29 087	26 857	
- TVA	12 147	112 267	110 174	110 172	
<b>Solde des comptes spéciaux (hors FMI)</b>	<b>18 975</b>	<b>-4 971</b>	-5 509	-5 509	17
<b>DONNEES PATRIMONIALES</b>					
<b>Correspondants du Trésor et personnes habilitées</b>	<b>-1 777</b>	<b>93 559</b>			18
<b>Dettes financières de l'Etat</b>	<b>-4 443</b>	<b>1 449 477</b>			19

\* hors contribution sociale sur les bénéfices des sociétés



	Mois	Cumul à fin octobre		
	Octobre	2013	2012 retraité	2012 exécuté
unité : million d'€.				
<b>Dépenses nettes du budget général</b>				
Dotations des pouvoirs publics	0	991	997	997
Dépenses de personnel	9 891	100 567	98 898	99 206
Dépenses de fonctionnement	7 362	48 632	45 949	45 594
Charges de la dette de l'Etat	16 121	44 545	45 733	45 733
Dépenses d'investissement	284	8 679	9 536	9 530
Dépenses d'intervention	3 367	55 147	56 047	56 062
Dépenses d'opérations financières	107	1 341	1 135	1 135
<b>Total des dépenses (nettes de R et D) (I)</b>	<b>37 133</b>	<b>259 902</b>	<b>258 295</b>	<b>258 257</b>
<b>Recettes nettes du budget général</b>				
Recettes fiscales	17 665	232 356	218 398	217 861
Recettes non fiscales	459	9 069	9 713	10 170
Prélèvements sur recettes	-5 574	-65 618	-61 865	-61 865
Fonds de concours	391	3 018	2 993	2 993
<b>Total des recettes (nettes de R et D) (II)</b>	<b>12 941</b>	<b>178 826</b>	<b>169 239</b>	<b>169 159</b>
<b>Total des recettes (nettes de R et D, prélèvements sur recettes)</b>	<b>18 515</b>	<b>244 443</b>	<b>231 104</b>	<b>231 024</b>
<b>SOLDE DU BUDGET GENERAL (III = II - I)</b>	<b>-24 193</b>	<b>-81 077</b>	<b>-89 056</b>	<b>-89 098</b>
<b>Comptes spéciaux</b>				
Solde des comptes d'affectation spéciale	-1 280	2 682	2 081	2 081
Solde des comptes de concours financiers	20 489	-7 580	-7 637	-7 637
Solde des comptes de commerce	-226	-108	-25	-25
Solde des comptes d'opérations monétaires	-107	-108	-12	-12
<b>SOLDE DES COMPTES SPECIAUX (hors FMI) (IV)</b>	<b>18 975</b>	<b>-4 971</b>	<b>-5 509</b>	<b>-5 509</b>
<b>SOLDE D'EXECUTION BUDGETAIRE DE L'EXERCICE (hors FMI) (V = III + IV)</b>	<b>-5 217</b>	<b>-86 048</b>	<b>-94 565</b>	<b>-94 607</b>





	Mois	Cumul à fin octobre		
	Octobre	2013	2012 retraité	2012 exécuté
unité : million d'€.				
<b>TITRE 2 - DEPENSES DE PERSONNEL</b>	<b>9 891</b>	<b>100 567</b>	<b>98 898</b>	<b>99 206</b>
Rémunérations d'activité	5 615	57 283	57 838	57 957
Cotisations et contributions sociales	4 199	42 621	40 394	40 610
Prestations sociales et allocations diverses	77	663	666	639
<b>AUTRES TITRES</b>	<b>27 242</b>	<b>159 335</b>	<b>159 397</b>	<b>159 051</b>
<b>Titre 1 - Dotations des pouvoirs publics</b>	<b>0</b>	<b>991</b>	<b>997</b>	<b>997</b>
<b>Titre 3 - Dépenses de fonctionnement</b>	<b>7 362</b>	<b>48 632</b>	<b>45 949</b>	<b>45 594</b>
Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel	4 730	25 087	23 115	22 960
Subventions pour charges de service public	2 632	23 545	22 834	22 634
<b>Titre 4 - Charges de la dette de l'Etat</b>	<b>16 121</b>	<b>44 545</b>	<b>45 733</b>	<b>45 733</b>
Intérêts de la dette financière négociable	0	0	0	0
Intérêts de la dette financière non négociable	0	0	0	0
Charges financières diverses	16 121	44 545	45 733	45 733
<b>Titre 5 - Dépenses d'investissement</b>	<b>284</b>	<b>8 679</b>	<b>9 536</b>	<b>9 530</b>
Dépenses pour immob. corporelles de l'Etat	200	7 370	8 192	8 189
Dépenses pour immob. incorporelles de l'Etat	84	1 309	1 344	1 341
<b>Titre 6 - Dépenses d'intervention</b>	<b>3 367</b>	<b>55 147</b>	<b>56 047</b>	<b>56 062</b>
Transferts aux ménages	545	22 245	21 953	21 922
Transferts aux entreprises	819	8 876	8 587	8 615
Transferts aux collectivités territoriales	436	6 395	6 502	6 494
Transferts aux autres collectivités	1 567	17 628	18 992	19 018
Appels en garantie	0	3	13	13
<b>Titre 7 - Dépenses d'opérations financières</b>	<b>107</b>	<b>1 341</b>	<b>1 135</b>	<b>1 135</b>
Prêts et avances	-19	219	166	166
Dotations en fonds propres	125	502	435	435
Dépenses de participations financières	2	620	534	534
<b>TOTAL DES DEPENSES DU BUDGET GENERAL</b>	<b>37 133</b>	<b>259 902</b>	<b>258 295</b>	<b>258 257</b>



unité : million d'€	Mois d'octobre		Cumul à fin octobre 2013		Cumul à fin octobre 2012 retraité
	AE consommées	CP consommés	AE consommées	CP consommés	CP consommés
<b>ACTION EXTERIEURE DE L'ETAT</b>	<b>118</b>	<b>168</b>	<b>2 509</b>	<b>2 421</b>	<b>2 372</b>
Action de la France en Europe et dans le monde	77	81	1 534	1 502	1 399
Diplomatie culturelle et d'influence	18	64	668	616	645
Français à l'étranger et affaires consulaires	23	23	307	303	311
Présidence française du G20 et du G8 (2)	0	0	0	0	17
<b>ADMINISTRATION GENERALE ET TERRITORIALE DE L'ETAT</b>	<b>217</b>	<b>209</b>	<b>2 160</b>	<b>2 134</b>	<b>2 260</b>
Administration territoriale	148	154	1 439	1 413	1 353
Vie politique, culturelle et associative	1	2	146	148	334
Conduite et pilotage des politiques de l'intérieur	67	53	575	574	573
<b>AGRICULTURE, ALIMENTATION, FORÊT ET AFFAIRES RURALES (3)</b>	<b>123</b>	<b>127</b>	<b>2 835</b>	<b>2 741</b>	<b>3 018</b>
Economie et développement durable de l'agriculture et des territoires(3)	25	23	1 559	1 509	1 720
Forêt	2	8	267	234	296
Sécurité et qualité sanitaires de l'alimentation	33	36	416	403	399
Conduite et pilotage des politiques de l'agriculture	62	59	593	595	603
<b>AIDE PUBLIQUE AU DEVELOPPEMENT</b>	<b>115</b>	<b>104</b>	<b>1 804</b>	<b>2 375</b>	<b>2 288</b>
Aide économique et financière au développement	3	8	293	890	890
Solidarité à l'égard des pays en développement	112	96	1 511	1 485	1 398
Développement solidaire et migrations (2)	0	0	0	0	0
<b>ANCIENS COMBATTANTS, MEMOIRE ET LIENS AVEC LA NATION</b>	<b>17</b>	<b>30</b>	<b>2 378</b>	<b>2 371</b>	<b>2 469</b>
Liens entre la Nation et son armée	10	10	85	88	91
Reconnaissance et réparation en faveur du monde combattant	7	9	2 208	2 201	2 299
Indemnisation des victimes des persécutions antisémites et des actes de barbarie pendant la Seconde Guerre mondiale	0	10	85	82	79
<b>CONSEIL ET CONTRÔLE DE L'ETAT</b>	<b>45</b>	<b>49</b>	<b>522</b>	<b>499</b>	<b>491</b>
Conseil d'Etat et autres juridictions administratives	29	31	311	291	287
Conseil économique, social et environnemental	0	0	40	40	37
Cour des comptes et autres juridictions financières	16	17	171	169	167
Haut Conseil des finances publiques (1)	0	0	0	0	0
<b>CULTURE</b>	<b>140</b>	<b>301</b>	<b>2 129</b>	<b>2 090</b>	<b>2 074</b>
Patrimoines	46	110	616	601	615
Création	6	67	633	620	636
Transmission des savoirs et démocratisation de la culture	89	125	880	869	823
<b>DEFENSE</b>	<b>2 229</b>	<b>2 192</b>	<b>29 894</b>	<b>33 604</b>	<b>33 621</b>
Environnement et prospective de la politique de défense	103	98	1 307	1 534	1 536
Préparation et emploi des forces	1 762	1 753	19 370	20 055	19 806
Soutien de la politique de la défense	121	83	1 977	2 339	2 496
Equippedement des forces	243	258	7 239	9 676	9 783
<b>DIRECTION DE L'ACTION DU GOUVERNEMENT</b>	<b>120</b>	<b>111</b>	<b>1 274</b>	<b>900</b>	<b>868</b>
Coordination du travail gouvernemental	45	36	758	389	368
Protection des droits et libertés	6	7	59	65	69
Moyens mutualisés des administrations déconcentrées	68	68	457	447	431
<b>ECOLOGIE, DEVELOPPEMENT ET AMENAGEMENT DURABLES</b>	<b>896</b>	<b>1 168</b>	<b>8 753</b>	<b>8 489</b>	<b>8 867</b>
Infrastructures et services de transports	369	631	4 391	4 154	4 732
Sécurité et circulation routières (4)	0	0	0	0	0
Sécurité et affaires maritimes, pêche et aquaculture (3)	14	16	152	128	146
Météorologie	53	53	211	211	152
Paysages, eau et biodiversité (3)	7	10	198	200	205
Information géographique et cartographique	23	23	94	94	71
Prévention des risques	13	24	174	153	164
Energie, climat et après-mines	129	127	625	609	553
Conduite et pilotage des politiques de l'écologie, de l'énergie, du développement durable et de la mer	287	285	2 908	2 939	2 844



unité : million d'€	Mois d'octobre		Cumul à fin octobre 2013		Cumul à fin octobre 2012 retraité
	AE consommées	CP consommés	AE consommées	CP consommés	CP consommés
<b>ECONOMIE</b>	<b>110</b>	<b>116</b>	<b>1 211</b>	<b>1 172</b>	<b>1 115</b>
Développement des entreprises et du tourisme (3)	57	61	682	645	597
Tourisme (2)	0	0	0	0	0
Statistiques et études économiques	38	39	389	388	377
Stratégie économique et fiscale	15	16	140	139	141
<b>EGALITE DES TERRITOIRES, LOGEMENT ET VILLE (3)</b>	<b>126</b>	<b>222</b>	<b>6 518</b>	<b>6 554</b>	<b>6 915</b>
Prévention de l'exclusion et insertion des personnes vulnérables	88	119	1 179	1 035	950
Aide à l'accès au logement	5	6	4 590	4 590	5 156
Urbanisme, territoires et amélioration de l'habitat (3)	33	55	289	506	341
Politique de la ville (3)	0	42	460	424	468
Conduite et pilotage des politiques de l'égalité des territoires, du logement et de la ville (1)	0	0	0	0	0
<b>ENGAGEMENTS FINANCIERS DE L'ETAT</b>	<b>16 221</b>	<b>19 537</b>	<b>56 727</b>	<b>53 297</b>	<b>53 060</b>
Charge de la dette et trésorerie de l'Etat (crédits évaluatifs)	16 121	16 121	44 545	44 545	45 733
Appels en garantie de l'Etat (crédits évaluatifs)	0	0	3	3	5
Epargne	0	56	678	511	616
Majoration de rentes	100	98	100	98	183
Dotations en capital du mécanisme européen de stabilité	0	3 262	9 785	6 523	6 523
Augmentation de capital de la Banque européenne d'investissement (1)	0	0	1 617	1 617	0
Recapitalisation de Dexia(2)	0	0	0	0	0
<b>ENSEIGNEMENT SCOLAIRE</b>	<b>5 172</b>	<b>5 219</b>	<b>53 275</b>	<b>53 109</b>	<b>51 912</b>
Enseignement scolaire public du premier degré	1 594	1 598	15 752	15 750	15 275
Enseignement scolaire public du second degré	2 431	2 448	25 053	25 043	24 574
Vie de l'élève	278	293	3 578	3 549	3 326
Enseignement privé du premier et du second degrés	577	576	6 001	5 985	5 984
Soutien de la politique de l'éducation nationale	192	194	1 821	1 726	1 686
Enseignement technique agricole	100	111	1 069	1 057	1 067
<b>GESTION DES FINANCES PUBLIQUES ET DES RESSOURCES HUMAINES</b>	<b>853</b>	<b>888</b>	<b>9 435</b>	<b>9 439</b>	<b>9 532</b>
Gestion fiscale et financière de l'Etat et du secteur public local	642	676	6 957	6 985	7 036
Stratégie des finances publiques et modernisation de l'Etat	15	14	141	141	165
Conduite et pilotage des politiques économique et financière	55	60	720	716	712
Facilitation et sécurisation des échanges	117	117	1 380	1 344	1 323
Entretien des bâtiments de l'Etat	20	18	128	109	130
Fonction publique	3	4	109	144	166
<b>IMMIGRATION, ASILE ET INTEGRATION</b>	<b>28</b>	<b>54</b>	<b>545</b>	<b>488</b>	<b>439</b>
Immigration et asile	24	48	485	442	376
Intégration et accès à la nationalité française	4	5	59	46	63
<b>JUSTICE</b>	<b>611</b>	<b>616</b>	<b>5 878</b>	<b>6 182</b>	<b>5 844</b>
Justice judiciaire	244	261	2 431	2 486	2 368
Administration pénitentiaire	273	246	2 260	2 535	2 360
Protection judiciaire de la jeunesse	56	71	641	625	620
Accès au droit et à la justice	16	14	292	288	290
Conduite et pilotage de la politique de la justice	22	23	249	245	204
Conseil supérieur de la magistrature	0	0	6	3	2
<b>MEDIAS, LIVRE ET INDUSTRIES CULTURELLES</b>	<b>22</b>	<b>51</b>	<b>932</b>	<b>819</b>	<b>1 037</b>
Presse	11	36	324	322	337
Livre et industries culturelles	2	2	229	175	222
Contribution à l'audiovisuel et à la diversité radiophonique	9	14	243	186	337
Action audiovisuelle extérieure	0	0	136	136	141



unité : million d'€	Mois d'octobre		Cumul à fin octobre 2013		Cumul à fin octobre 2012 retraité
	AE consommées	CP consommés	AE consommées	CP consommés	CP consommés
<b>OUTRE-MER</b>	<b>81</b>	<b>79</b>	<b>1 813</b>	<b>1 802</b>	<b>1 711</b>
Emploi outre-mer	21	22	1 300	1 288	1 219
Conditions de vie outre-mer	60	57	514	514	492
<b>POLITIQUE DES TERRITOIRES</b>	<b>31</b>	<b>32</b>	<b>204</b>	<b>213</b>	<b>210</b>
Impulsion et coordination de la politique d'aménagement du territoire	21	26	169	187	184
Interventions territoriales de l'Etat	10	6	35	27	26
<b>POUVOIRS PUBLICS</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>991</b>	<b>991</b>	<b>998</b>
Présidence de la République	0	0	103	103	109
Assemblée nationale	0	0	518	518	518
Sénat	0	0	324	324	324
La Chaîne parlementaire	0	0	34	34	35
Indemnités des représentants français au Parlement européen	0	0	0	0	0
Conseil constitutionnel	0	0	11	11	11
Haute Cour	0	0	0	0	0
Cour de justice de la République	0	0	1	1	1
<b>PROVISIONS</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
Provision relative aux rémunérations publiques	0	0	0	0	0
Dépenses accidentelles et imprévisibles	0	0	0	0	0
<b>RECHERCHE ET ENSEIGNEMENT SUPERIEUR</b>	<b>2 481</b>	<b>2 730</b>	<b>24 408</b>	<b>22 696</b>	<b>22 620</b>
Formations supérieures et recherche universitaire	1 766	1 825	12 348	12 412	12 042
Vie étudiante	27	269	2 121	1 871	1 873
Recherches scientifiques et technologiques pluridisciplinaires	560	368	4 962	3 741	4 245
Recherche dans le domaine de la gestion des milieux et des ressources	0	110	1 272	1 063	1 052
Recherche spatiale	0	0	1 348	1 206	1 190
Recherche dans les domaines de l'énergie, du développement et de l'aménagement durables	28	26	1 298	1 312	986
Recherche et enseignement supérieur en matière économique et industrielle	81	29	516	575	759
Recherche duale (civile et militaire)	0	58	176	176	132
Recherche culturelle et culture scientifique	2	25	104	79	88
Enseignement supérieur et recherche agricoles	18	19	262	259	253
<b>REGIMES SOCIAUX ET DE RETRAITE</b>	<b>290</b>	<b>357</b>	<b>6 177</b>	<b>5 960</b>	<b>6 204</b>
Régimes sociaux et de retraite des transports terrestres	145	66	4 024	3 873	3 947
Régimes de retraite et de sécurité sociale des marins	0	66	724	658	671
Régimes de retraite des mines, de la SEITA et divers	146	226	1 429	1 429	1 586
<b>RELATIONS AVEC LES COLLECTIVITES TERRITORIALES</b>	<b>102</b>	<b>153</b>	<b>2 287</b>	<b>2 289</b>	<b>2 268</b>
Concours financiers aux communes et groupements de communes	45	90	603	547	561
Concours financiers aux départements	17	35	445	441	415
Concours financiers aux régions	0	0	853	853	854
Concours spécifiques et administration	40	28	386	448	438
<b>REMBOURSEMENTS ET DEGREVEMENTS</b>	<b>10 311</b>	<b>10 333</b>	<b>74 799</b>	<b>74 818</b>	<b>74 634</b>
Remboursements et dégrèvements d'impôts d'Etat (crédits évaluatifs)	5 805	5 827	63 965	63 976	67 813
Remboursements et dégrèvements d'impôts locaux (crédits évaluatifs)	4 506	4 506	10 834	10 842	6 821
<b>SANTE</b>	<b>41</b>	<b>33</b>	<b>1 100</b>	<b>1 061</b>	<b>1 170</b>
Prévention, sécurité sanitaire et offre de soins	41	33	551	512	586
Protection maladie	0	0	549	548	584
<b>SECURITE</b>	<b>1 415</b>	<b>1 443</b>	<b>14 799</b>	<b>14 504</b>	<b>14 247</b>
Police nationale	774	775	7 989	7 735	7 608
Gendarmerie nationale	626	657	6 712	6 680	6 566
Sécurité et éducation routières (3)	16	11	99	89	73



unité : million d'€	Mois d'octobre		Cumul à fin octobre 2013		Cumul à fin octobre 2012 retraité
	AE consommées	CP consommés	AE consommées	CP consommés	CP consommés
<b>SECURITE CIVILE</b>	<b>27</b>	<b>31</b>	<b>326</b>	<b>319</b>	<b>369</b>
Intervention des services opérationnels	21	24	220	211	217
Coordination des moyens de secours	6	7	106	108	152
<b>SOLIDARITE, INSERTION ET EGALITE DES CHANCES</b>	<b>100</b>	<b>339</b>	<b>12 418</b>	<b>12 159</b>	<b>11 450</b>
Lutte contre la pauvreté : revenu de solidarité active et expérimentations sociales	3	2	370	371	402
Actions en faveur des familles vulnérables	13	22	222	196	178
Handicap et dépendance	5	124	10 487	10 255	9 578
Egalité entre les hommes et les femmes	2	3	19	18	14
Conduite et soutien des politiques sanitaires, sociales, du sport, de la jeunesse et de la vie associative	77	188	1 321	1 319	1 278
<b>SPORT, JEUNESSE ET VIE ASSOCIATIVE</b>	<b>12</b>	<b>26</b>	<b>440</b>	<b>439</b>	<b>409</b>
Sport	5	21	224	235	241
Jeunesse et vie associative	7	5	216	205	168
<b>TRAVAIL ET EMPLOI</b>	<b>637</b>	<b>750</b>	<b>10 328</b>	<b>8 784</b>	<b>8 458</b>
Accès et retour à l'emploi	546	650	6 264	4 742	4 506
Accompagnement des mutations économiques et développement de l'emploi	28	20	3 385	3 348	3 259
Amélioration de la qualité de l'emploi et des relations du travail	1	11	34	58	67
Conception, gestion et évaluation des politiques de l'emploi et du travail	63	69	645	635	626
<b>TOTAL DES DEPENSES BUDGETAIRES BRUTES DU BUDGET GENERAL</b>	<b>42 692</b>	<b>47 467</b>	<b>338 870</b>	<b>334 720</b>	<b>332 930</b>

(1) programme crée en 2013

(2) programme supprimé en 2013

(3) changement de libellé en 2013

(4) programme ayant changé de mission en 2013



	Mois		Cumul à fin octobre	
	Octobre	2013	2012 retraité	2012 exécuté
unité : million d'€.				
<b>Impôt sur le Revenu (A)</b>	<b>7 009</b>	<b>62 940</b>	<b>57 244</b>	<b>57 244</b>
<b>Autres impôts directs perçus par voie d'émission de rôles (B)</b>	<b>428</b>	<b>3 350</b>	<b>2 549</b>	<b>4 779</b>
<b>Impôt sur les sociétés (C)</b>	<b>634</b>	<b>47 643</b>	<b>43 719</b>	<b>41 489</b>
Impôt sur les sociétés	627	46 613	43 719	41 489
Contribution sociale sur les bénéfices des sociétés	7	1 030	0	0
<b>Autres impôts directs et taxes assimilées (D)</b>	<b>656</b>	<b>13 023</b>	<b>10 505</b>	<b>10 505</b>
Retenues à la source sur certains bénéfices non commerciaux et de l'impôt sur le revenu	53	488	519	519
Retenues à la source et prélèvements sur les revenus de capitaux mobiliers et le prélèvement sur les bons anonymes	163	4 028	6 003	6 003
Prélèvements sur les bénéfices tirés de la construction immobilière (loi n°63-254 du 15 mars 1963, art. 28-IV)	0	0	0	0
Précompte dû par les sociétés au titre de certains bénéfices distribués (loi n° 65-566 du 12 juillet 1965 art 3)	0	150	1	1
Prélèvement exceptionnel de 25 % sur les distributions de bénéfices	0	1	23	23
Impôt de solidarité sur la fortune	454	4 144	2 138	2 138
Taxe sur les locaux à usage de bureaux, les locaux commerciaux et de stockage	-45	34	0	0
Prélèvements sur les entreprises d'assurance	0	100	105	105
Taxe sur les salaires	0	0	0	0
Cotisation minimale de taxe professionnelle	3	57	122	122
Cotisations perçues au titre de la participation des employeurs à l'effort de construction	1	21	12	12
Taxe de participation des employeurs au financement de la formation professionnelle continue	2	22	17	17
Taxe forfaitaire sur les métaux précieux, les bijoux, les objets d'art, de collection et d'antiquité	4	61	84	84
Contribution des institutions financières	0	0	0	0
Taxe sur les surfaces commerciales	1	9	5	5
Cotisation nationale de péréquation de taxe professionnelle	0	6	4	4
Cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises (affectation temporaire à l'Etat en 2010)	0	0	1	1
Cotisation foncière des entreprises (affectation temporaire à l'Etat en 2010)	3	85	273	273
Recettes diverses	18	3 817	1 198	1 198
<b>Taxe Intérieure de Consommation sur les Produits Energétiques (E)</b>	<b>1 274</b>	<b>11 266</b>	<b>11 144</b>	<b>11 151</b>
<b>Taxe sur la Valeur Ajoutée (F)</b>	<b>16 513</b>	<b>154 069</b>	<b>153 240</b>	<b>153 238</b>
<b>Enregistrement, timbre, autres contributions et taxes indirectes (G)</b>	<b>1 484</b>	<b>14 883</b>	<b>14 631</b>	<b>14 089</b>
Mutations à titre onéreux de créances, rentes, prix d'offices	38	420	464	464
Mutations à titre onéreux de fonds de commerce	15	125	145	145
Mutations à titre onéreux de meubles corporels	0	0	0	0
Mutations à titre onéreux d'immeubles et droits immobiliers	0	12	8	8
Mutations à titre gratuit entre vifs (donations)	80	921	1 211	1 211



	Mois	Cumul à fin octobre		
	Octobre	2013	2012 retraité	2012 exécuté
unité : million d'€.				
Mutations à titre gratuit par décès	798	7 002	6 287	6 287
Contribution de sécurité immobilière (1)	52	451	542	0
Autres conventions et actes civils	38	382	392	392
Actes judiciaires et extrajudiciaires	0	0	0	0
Taxe de publicité foncière	30	286	296	296
Taxe spéciale sur les conventions d'assurance	12	100	93	93
Taxe additionnelle au droit de bail	0	0	0	0
Recettes diverses et pénalités	15	117	122	122
Timbre unique	19	172	165	165
Taxe sur les véhicules de société	0	0	0	0
Actes et écrits assujettis au timbre de dimension	0	0	0	0
Permis de chasser	0	0	0	0
Droits d'importation	0	0	0	0
Autres taxes intérieures	13	298	299	299
Autres droits et recettes accessoires	1	4	3	3
Amendes et confiscations	3	32	32	32
Taxe générale sur les activités polluantes	55	277	172	172
Cotisation à la production sur les sucres	0	0	0	0
Droit de licence sur la rémunération des débitants de tabacs	2	24	24	24
Taxe et droits de consommation sur les tabacs	0	0	0	0
Garantie des matières d'or et d'argent	0	0	0	0
Taxe spéciale sur certains véhicules routiers	5	132	133	133
Autres droits et recettes à différents titres	2	9	2	2
Taxe sur les achats de viande	0	1	278	278
Taxe spéciale sur la publicité télévisée	9	46	44	44
Redevances sanitaires d'abattage et de découpage	4	42	41	41
Taxe sur certaines dépenses de publicité	0	27	30	30
Taxe de l'aviation civile	16	79	53	53
Taxe sur les installations nucléaires de base	0	579	579	579
Taxes sur les stations et liaisons radioélectriques privées	0	27	26	26
Produits des jeux exploités par la Française des Jeux (hors paris sportifs)	140	1 531	1 580	1 580
Prélèvements sur le produit des jeux dans les casinos	67	612	643	643
Prélèvement sur le produit brut des paris hippiques (2)	29	308	360	360
Prélèvements sur les paris sportifs	13	106	91	91
Prélèvements sur les jeux de cercle en ligne	5	48	56	56
Redevance sur les paris hippiques en ligne	7	74	73	73
Taxe sur les transactions financières	8	511	0	0
Impositions forfaitaires sur les entreprises de réseaux (affectation temporaire à l'Etat en 2010)	0	4	21	21
Autres taxes	8	120	366	366
<b>TOTAL RECETTES FISCALES (A+B+C+D+E+F+G)</b>	<b>27 998</b>	<b>307 174</b>	<b>293 032</b>	<b>292 495</b>
<b>TOTAL RECETTES FISCALES (nettes de remb. et dégrèv.)</b>	<b>17 665</b>	<b>232 356</b>	<b>218 398</b>	<b>217 861</b>

(1) ligne créée en 2013

(2) changement de libellé en 2013



	Mois	Cumul à fin octobre		
		2013	2012 retraité	2012 exécuté
unité : million d'€.	Octobre			
<b>Dividendes et recettes assimilées (A)</b>	<b>73</b>	<b>4 448</b>	<b>3 415</b>	<b>3 415</b>
Produits des participations de l'Etat dans des entreprises financières	0	1 550	1 114	1 114
Contribution de la Caisse des dépôts et consignations représentative de l'impôt sur les sociétés	70	510	106	106
Produits des participations de l'Etat dans des entreprises non financières et bénéficiaires des établissements publics non financiers	3	2 388	2 195	2 195
Autres dividendes et recettes assimilées	0	0	0	0
<b>Produits de domaine de l'Etat (B)</b>	<b>148</b>	<b>1 370</b>	<b>2 782</b>	<b>2 782</b>
Revenus du domaine public non militaire	16	196	184	184
Autres revenus du domaine public	3	94	91	91
Revenus du domaine privé	4	38	37	37
Redevances d'usage des fréquences radioélectriques	7	68	1 569	1 569
Paiement par les administrations de leurs loyers budgétaires	92	910	850	850
Produit de la cession d'éléments du patrimoine immobilier de l'Etat	26	51	40	40
Autres produits de cessions d'actifs	0	0	0	0
Autres revenus du domaine	1	13	11	11
<b>Produits de la vente de biens et de services (C)</b>	<b>91</b>	<b>858</b>	<b>918</b>	<b>918</b>
Remboursement par l'Union européenne des frais d'assiette et de perception des impôts et taxes perçus au profit de son budget	41	327	356	356
Autres frais d'assiette et de recouvrement	39	412	420	420
Rémunération des prestations assurées par les services du Trésor Public au titre de la collecte de l'épargne	4	64	72	72
Produits de la vente de divers biens	0	0	0	0
Produits de la vente de divers services	5	45	57	57
Autres recettes diverses	2	9	13	13
<b>Remboursements et intérêts des prêts, avances et autres immobilisations financières (D)</b>	<b>38</b>	<b>347</b>	<b>405</b>	<b>405</b>
Intérêts des prêts à des banques et à des Etats étrangers	20	180	225	225
Intérêts des prêts du Fonds de développement économique et social	0	1	1	1
Intérêts des avances à divers services de l'Etat ou organismes gérant des services publics	11	19	16	16
Intérêts des autres prêts et avances	0	28	33	33
Avances remboursables sous conditions consenties à l'aviation civile	5	94	96	96
Autres avances remboursables sous conditions	0	8	6	6
Reversement au titre des créances garanties par l'Etat	0	7	14	14
Autres remboursements d'avances, de prêts et d'autres créances immobilisées	2	11	14	14





	Mois		Cumul à fin octobre	
	Octobre	2013	2012 retraité	2012 exécuté
unité : million d'€.				
<b>Amendes, sanctions, pénalités et frais de poursuite (E)</b>	<b>33</b>	<b>552</b>	<b>623</b>	<b>623</b>
Produits des amendes forfaitaires de la police de la circulation et du stationnement routiers	0	0	0	0
Produits des amendes prononcées par les autorités de la concurrence	5	270	343	343
Produits des amendes prononcées par les autres autorités administratives indépendantes	0	10	11	11
Recouvrements poursuivis à l'initiative de l'Agence judiciaire du Trésor	0	6	23	23
Produits des autres amendes et condamnations pécuniaires	25	252	210	210
Frais de poursuite	0	9	34	34
Frais de justice et d'instance	1	4	0	0
Intérêts moratoires	0	0	1	1
Pénalités	1	1	1	1
<b>Divers (F)</b>	<b>76</b>	<b>1 495</b>	<b>1 570</b>	<b>2 027</b>
Reversements de Natixis	0	0	0	0
Reversements de la Compagnie française d'assurance pour le commerce extérieur	0	0	0	0
Prélèvements sur les fonds d'épargne gérés par la Caisse des dépôts et consignations	0	0	0	0
Divers produits de la rémunération de la garantie de l'Etat	19	271	285	285
Produits des chancelleries diplomatiques et consulaires	15	128	116	116
Redevances et divers produits pour frais de contrôle et de gestion	2	9	7	7
Prélèvement effectué sur les salaires des conservateurs des hypothèques	0	41	0	469
Prélèvements effectués dans le cadre de la directive épargne	0	74	61	61
Commissions et frais de trésorerie perçus par l'Etat dans le cadre de son activité régalienn	0	0	0	0
Frais d'inscription	1	7	8	8
Recouvrement des indemnités versées par l'Etat au titre des expulsions locatives	1	8	8	8
Remboursement des frais de scolarité et accessoires	0	4	3	3
Récupération d'indus	3	29	43	31
Recouvrements après admission en non-valeur	17	149	153	153
Divers versements de l'Union européenne	0	39	0	0
Reversements de fonds sur les dépenses des ministères ne donnant pas lieu à rétablissement de crédits	1	14	3	3
Intérêts divers (hors immobilisations financières)	2	26	24	24
Recettes diverses en provenance de l'étranger	0	0	56	56
Remboursement de certaines exonérations de taxe foncière sur les propriétés non bâties (art.109 de la loi de finances pour 1992)	0	0	0	0
Solte sur reprise de dettes et recettes assimilées	0	0	0	0
Recettes accidentelles	6	218	646	646
Produits divers	1	34	85	85
Autres produits divers	7	444	72	72
<b>TOTAL RECETTES NON FISCALES (A+B+C+D+E+F)</b>	<b>459</b>	<b>9 069</b>	<b>9 713</b>	<b>10 170</b>



	Mois	Cumul à fin octobre		
	Octobre	2013	2012 retraité	2012 exécuté
unité : million d'€.				
<b>Prélèvements sur les recettes de l'Etat au profit des collectivités territoriales</b>	<b>-4 692</b>	<b>-45 942</b>	<b>-45 167</b>	<b>-45 167</b>
<b>Prélèvement</b> sur les recettes de l'Etat au titre de la dotation globale de fonctionnement	-3 173	-35 151	-34 975	-34 975
<b>Prélèvement</b> sur les recettes de l'Etat du produit des amendes forfaitaires de la police de la circulation et des radars automatiques	0	0	0	0
<b>Prélèvement</b> sur les recettes de l'Etat au titre de la dotation spéciale pour le logement des instituteurs	0	-11	-11	-11
<b>Dotation</b> de compensation des pertes de bases de la taxe professionnelle et de redevance des mines des communes et de leurs groupements	-2	-14	-5	-5
<b>Prélèvement</b> sur les recettes de l'Etat au profit du Fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée (FCTVA)	-965	-3 904	-3 577	-3 577
<b>Prélèvement</b> sur les recettes de l'Etat au titre de la compensation d'exonérations relatives à la fiscalité locale	-110	-1 687	-1 587	-1 587
<b>Dotation</b> élu local	0	-65	-65	-65
<b>Prélèvement</b> sur les recettes de l'Etat au profit de la collectivité territoriale de Corse et des départements de Corse	0	-36	-2	-2
<b>Compensation</b> de la suppression de la part salaire de la taxe professionnelle	0	0	0	0
<b>Fonds</b> de mobilisation départementale pour l'insertion	0	0	0	0
<b>Dotation</b> départementale d'équipement des collèges	0	-326	-329	-329
<b>Dotation</b> régionale d'équipement scolaire	0	-661	-677	-677
<b>Compensation</b> d'exonération de la taxe foncière relative au non-bâti agricole (hors la Corse)	0	0	0	0
<b>Fonds</b> de solidarité des collectivités territoriales touchées par des catastrophes naturelles	0	-2	0	0
<b>Dotation</b> globale de construction et d'équipement scolaire	-3	-3	-3	-3
<b>Prélèvement</b> exceptionnel sur les recettes de l'Etat au profit du Fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée (FCTVA)	0	0	0	0
<b>Compensation</b> relais de la réforme de la taxe professionnelle	-4	-68	0	0
<b>Dotation</b> de compensation de la réforme de la taxe professionnelle	-287	-2 835	-2 845	-2 845
<b>Dotation</b> pour transferts de compensations d'exonérations de fiscalité directe locale	-49	-725	-663	-663
<b>Dotation</b> de garantie des reversements des fonds départementaux de taxe professionnelle	-74	-124	-45	-45
<b>Prélèvement</b> sur les recettes de l'Etat spécifique au profit de la dotation globale de fonctionnement	0	0	0	0
<b>Prélèvement</b> sur les recettes de l'Etat au titre de la Dotation unique des compensations spécifiques à la taxe professionnelle	-23	-319	-380	-380
<b>Dotation</b> de protection de l'environnement et d'entretiens des voiries municipales	0	0	0	0
<b>Dotation</b> de compensation des produits syndicaux fiscalisés	0	-2	-3	-3
<b>Versement</b> complémentaire aux fonds départementaux de taxe professionnelle au titre de 2011	0	-5	0	0
<b>Dotation</b> de compensation de la réforme de la taxe sur les logements vacants pour les communes et les établissements de coopération intercommunale percevant la taxe d'habitation sur les logements vacants <sup>(1)</sup>	-1	-3	0	0
<b>Prélèvements sur les recettes de l'Etat au profit de l'Union européenne</b>	<b>-882</b>	<b>-19 675</b>	<b>-16 698</b>	<b>-16 698</b>
<b>TOTAL PRELEVEMENTS SUR RECETTES</b>	<b>-5 574</b>	<b>-65 618</b>	<b>-61 865</b>	<b>-61 865</b>
<b>Fonds de concours</b>				
<b>Fonds</b> de concours ordinaires et spéciaux	378	2 728	2 731	2 731
<b>Fonds</b> de concours - coopération internationale	13	291	262	262
<b>TOTAL FONDS DE CONCOURS</b>	<b>391</b>	<b>3 018</b>	<b>2 993</b>	<b>2 993</b>

(1) Ligne créée en 2013



unité : million d'€.

	Mois d'octobre		Cumul à fin octobre					
	Dépenses	Recettes	Dépenses		Recettes		Soldes	
			2013	2012 exécuté	2013	2012 exécuté	2013	2012 exécuté
<b>Comptes d'affectation spéciale</b>	<b>9 302</b>	<b>8 022</b>	<b>59 019</b>	<b>54 420</b>	<b>61 700</b>	<b>56 501</b>	<b>2 682</b>	<b>2 081</b>
Aides à l'acquisition de véhicules propres	15	21	214	91	229	196	16	105
Contrôle de la circulation et du stationnement routiers	21	91	737	783	1 217	1 181	479	398
Développement agricole et rural	4	2	97	102	115	112	19	10
Financement des aides aux collectivités pour l'électrification rurale	17	32	255	194	310	310	55	116
Financement national du développement et de la modernisation de l'apprentissage	3	1	273	69	673	639	399	570
Gestion du patrimoine immobilier de l'Etat	229	38	435	292	327	488	-109	196
Gestion et valorisation des ressources tirées de l'utilisation du spectre hertzien, des systèmes et des infrastructures de télécommunications de l'Etat (1)	441	0	932	1 052	0	1 319	-932	267
Participation de la France au désendettement de la Grèce	0	0	599	199	1 006	199	407	0
Participations financières de l'Etat	3 323	3 262	9 469	7 395	9 958	7 100	489	-295
Pensions	4 961	4 576	45 717	44 208	47 541	44 677	1 824	469
Services nationaux de transport conventionnés de voyageurs	290	0	290	35	325	280	35	245
<b>Comptes de concours financiers</b>	<b>11 587</b>	<b>32 076</b>	<b>89 260</b>	<b>78 408</b>	<b>81 680</b>	<b>70 771</b>	<b>-7 580</b>	<b>-7 637</b>
Accords monétaires internationaux	0	0	0	0	0	0	0	0
Avances à divers services de l'Etat ou organismes gérant des services publics	2 973	41	3 123	2 848	88	55	-3 035	-2 793
Avances à l'audiovisuel public	287	184	2 873	2 742	1 491	1 522	-1 382	-1 220
Avances aux collectivités territoriales	7 478	30 914	75 251	72 132	72 050	68 822	-3 201	-3 310
Avances aux organismes de sécurité sociale	727	824	7 571	0	7 602	0	31	0
Prêts à des Etats étrangers	121	113	418	674	448	371	29	-303
Prêts et avances à des particuliers ou à des organismes privés	0	0	23	12	1	1	-22	-11
<b>Comptes de commerce</b>	<b>16 939</b>	<b>16 713</b>	<b>49 610</b>	<b>50 961</b>	<b>49 502</b>	<b>50 936</b>	<b>-108</b>	<b>-25</b>
Approvisionnement des armées en produits pétroliers, autres fluides et produits complémentaires (1)	64	86	662	642	734	582	73	-60
Cantine et travail des détenus dans le cadre pénitentiaire	17	13	135	129	130	128	-6	-1
Couverture des risques financiers de l'Etat	302	151	1 721	1 102	1 721	1 102	0	0
Exploitations industrielles des ateliers aéronautiques de l'Etat	39	40	367	458	449	486	82	28
Gestion de la dette et de la trésorerie de l'Etat	16 507	16 413	46 531	48 477	46 410	48 591	-121	114
Gestion des actifs carbonés de l'Etat	0	0	129	119	0	4	-129	-115
Lancement de certains matériels aéronautiques et de certains matériels d'armement complexes	5	0	8	2	0	0	-8	-2
Liquidation d'établissements publics de l'Etat et liquidations diverses	0	0	0	0	0	0	0	0
Opérations commerciales des domaines	4	9	38	30	58	43	20	13
Régie industrielle des établissements pénitentiaires	2	0	19	1	0	0	-19	-1
Renouvellement des concessions hydroélectriques	0	0	1	1	0	0	-1	-1
<b>Comptes d'opérations monétaires</b>	<b>167</b>	<b>60</b>	<b>1 601</b>	<b>1 870</b>	<b>1 493</b>	<b>1 858</b>	<b>-108</b>	<b>-12</b>
Emission des monnaies métalliques	33	26	165	135	206	191	41	56
Opérations avec le Fonds Monétaire International	130	30	1 420	1 722	1 277	1 638	-144	-84
Pertes et bénéfices de change	4	4	16	13	10	29	-5	16
<b>TOTAL COMPTES SPECIAUX</b>	<b>37 996</b>	<b>56 871</b>	<b>199 491</b>	<b>185 659</b>	<b>194 376</b>	<b>180 066</b>	<b>-5 115</b>	<b>-5 593</b>
<b>TOTAL COMPTES SPECIAUX (hors FMI)</b>	<b>37 865</b>	<b>56 841</b>	<b>198 071</b>	<b>183 937</b>	<b>193 099</b>	<b>178 428</b>	<b>-4 971</b>	<b>-5 509</b>

(1) Changement de libellé en 2013



Unité : million d'€		Solde au 31/12/2012	Flux nets de l'année	Solde à fin octobre 2013
<b>Dépôts de fonds au Trésor</b>	Organismes d'assurance et de réassurance	353	120	472
	<b>Organismes à caractère financier</b>			
	Caisse des Dépôts et Consignations	10	0	10
	La Poste	2	0	2
	Autres organismes à caractère financier	201	172	373
	<b>Total organismes à caractère financier</b>	<b>565</b>	<b>291</b>	<b>857</b>
	<b>CEPL</b>			
	Régions	1 425	-581	843
	Départements	5 029	-2 198	2 831
	Communes	20 110	-2 308	17 802
	Hôpitaux	4 252	108	4 361
	HLM	412	-71	342
	Autres CEPL	19 793	-1 157	18 636
	<b>Total CEPL</b>	<b>51 021</b>	<b>-6 207</b>	<b>44 814</b>
	<b>Etablissements publics nationaux</b>			
	Etablissements publics nationaux à caractère administratif	10 861	-370	10 490
	Etablissements publics nationaux à caractère industriel et commercial	2 361	-95	2 266
Etablissements publics à caractère scientifique, culturel et professionnel	2 006	2 109	4 115	
Etablissements publics à caractère scientifique et technologique	656	-157	498	
<b>Total établissements publics nationaux</b>	<b>15 883</b>	<b>1 487</b>	<b>17 369</b>	
<b>Gouvernements étrangers et organismes à l'étranger</b>	<b>15 141</b>	<b>-3 912</b>	<b>11 229</b>	
<b>Communautés européennes</b>	<b>148</b>	<b>353</b>	<b>500</b>	
<b>Autres correspondants du Trésor et comptes rattachés</b>				
Fonds et Fondations	87	-18	69	
GIP	406	70	477	
EPL	1 911	271	2 182	
Autres correspondants	11 271	577	11 848	
Neutralisation des découverts des correspondants du Trésor	0	0	0	
Intérêts courus sur comptes DFT	87	-87	0	
<b>Total autres correspondants du Trésor et comptes rattachés</b>	<b>13 763</b>	<b>813</b>	<b>14 577</b>	
<b>Total Dépôts de fonds du Trésor</b>	<b>96 521</b>	<b>-7 175</b>	<b>89 347</b>	
<b>Comptes à terme</b>	<b>Placements des CEPL sur un compte à terme</b>	<b>1 103</b>	<b>-408</b>	<b>694</b>
	<b>Placements des correspondants (hors CEPL) sur un compte à terme</b>	<b>1 908</b>	<b>1 610</b>	<b>3 518</b>
	<b>Intérêts courus sur comptes à terme</b>	<b>4</b>	<b>-4</b>	<b>0</b>
	<b>Total Comptes à terme</b>	<b>3 015</b>	<b>1 197</b>	<b>4 212</b>
<b>Total Passif (A)</b>		<b>99 536</b>	<b>-5 977</b>	<b>93 559</b>
<b>Créances résultant des placements des deniers pupillaires</b>		<b>1</b>	<b>0</b>	<b>1</b>
<b>Découverts des correspondants du Trésor</b>		<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
<b>Total Actif (B)</b>		<b>1</b>	<b>0</b>	<b>1</b>
<b>SOLDE NET DE LA DETTE DE L'ETAT A L'EGARD DES CORRESPONDANTS (A-B)</b>		<b>99 536</b>	<b>-5 977</b>	<b>93 559</b>



	Solde au 31/12/2012	Flux nets de l'année	Solde à fin octobre 2013
unité : million d'€.			
<b>Dettes négociables (A)</b>	<b>1 386 154</b>	<b>58 706</b>	<b>1 444 860</b>
Obligations Assimilables du Trésor (OAT)	949 739	98 926	1 048 665
<i>dont</i> - <i>taux fixe</i>	786 984	102 010	888 994
- <i>taux variable</i>	142 413	-876	141 537
Bons du Trésor à intérêts Annuels (BTAN)	269 815	-53 556	216 259
<i>dont</i> - <i>taux fixe</i>	259 513	-54 397	205 116
- <i>taux variable</i>	9 906	807	10 713
Bons du Trésor à taux Fixe (BTF)	166 600	13 336	179 936
Autres titres négociables	0	0	0
<b>Dettes non négociables (B)</b>	<b>235</b>	<b>-3</b>	<b>232</b>
Dettes exigibles	235	-3	232
- OAT	0	0	0
- BTAN	0	0	0
- BTF	0	0	0
- autres titres non négociables	235	-3	232
<b>Autres emprunts (C)</b>	<b>5 790</b>	<b>-1 405</b>	<b>4 385</b>
<b>TOTAL (A+B+C)</b>	<b>1 392 179</b>	<b>57 298</b>	<b>1 449 477</b>



Les chiffres présentés sont les données mensuelles et cumulées depuis le 1<sup>er</sup> janvier jusqu'à la fin du mois. Les chiffres « exécutés » 2012 correspondent aux données publiées l'année dernière. Les chiffres « retraités » 2012 correspondent aux données exécutées corrigées des changements de périmètre liés à la loi de finances pour 2013.

#### **Autorisation d'engagement (AE)**

Elles constituent la limite supérieure des dépenses pouvant être engagées dans l'année.

#### **Catégorie**

La catégorie identifie une typologie de dépenses relevant d'un titre.

#### **Comptes spéciaux**

##### Comptes spéciaux dotés de crédits :

Les **comptes d'affectation spéciale** retracent des opérations budgétaires financées au moyen de recettes particulières qui sont, par nature, en relation directe avec les dépenses concernées. Les crédits de ces comptes sont limitatifs.

Les **comptes de concours financiers** retracent les prêts et avances consentis par l'Etat. Un compte distinct est ouvert pour chaque débiteur ou catégorie de débiteurs. Les comptes de concours financiers sont dotés de crédits limitatifs, à l'exception du compte d'Accords monétaires internationaux et du compte de Prêts à des Etats étrangers.

##### Comptes spéciaux dotés d'autorisations de découverts :

Les évaluations de recettes et les prévisions de dépenses de ces comptes ont un caractère indicatif ; seul le découvert fixé pour chacun d'entre eux a un caractère limitatif.

Les **comptes de commerce** retracent des opérations de caractère industriel ou commercial effectuées à titre accessoire par des services de l'Etat non dotés de la personnalité morale.

Les **comptes d'opérations monétaires** retracent des recettes et des dépenses de caractère monétaire.

#### **Correspondants du Trésor**

Déposants de fonds au Trésor Public à titre obligatoire ou non.

#### **Crédit de paiement (CP)**

Limite supérieure des dépenses pouvant être ordonnancées ou payées pendant l'année pour la couverture des engagements contractés dans le cadre des autorisations d'engagement.

**FMI** : Fonds Monétaire International

#### **Fonds de concours**

Fonds versés par des personnes morales ou physiques pour concourir avec ceux de l'Etat à des dépenses d'intérêt public.

#### **Mission**

Une mission comprend un ensemble de programmes concourant à une politique publique définie. Seule une disposition de loi de finances d'initiative gouvernementale peut créer une mission. Les projets de loi de finances présentent les crédits en missions, détaillées en programmes, eux-mêmes composés d'actions. Une mission regroupe donc un ensemble de programmes concourant à une politique publique définie. Elle peut être interministérielle. Elle constitue l'unité de vote des crédits. Les parlementaires peuvent notamment modifier la répartition des moyens entre programmes d'une même mission.

Le montant global des crédits de la mission ne peut, en revanche, être accru par le Parlement.

#### **Prélèvements sur recettes**

Prélèvements effectués sur les recettes de l'Etat au profit des collectivités territoriales et de l'Union européenne.

#### **Programme**

Un programme regroupe les crédits destinés à mettre en œuvre une action ou un ensemble cohérent d'actions relevant d'un même ministère et auquel sont associés des objectifs précis, définis en fonction de finalités d'intérêt général, ainsi que des résultats attendus et faisant l'objet d'une évaluation.

Unité de spécialité des crédits, le programme constitue le cadre de gestion opérationnelle des politiques de l'Etat. Le responsable d'un programme a la faculté d'utiliser librement les crédits au sein de l'enveloppe du programme fixée par le Parlement, sous réserve de ne pas dépasser le montant prévu pour les dépenses de personnel et le plafond ministériel des autorisations d'emplois.

#### **R et D : Remboursements et Dégrèvements**

Il s'agit de dépenses venant en atténuation de recettes d'impôts d'Etat ou d'impôts locaux. Les remboursements concernent des trop versés d'impôts acquittés par versement spontané. Les dégrèvements sont calculés après l'émission initiale de l'impôt pour rectifier des erreurs ou à la suite de procédures contentieuses. Les restitutions d'impôts, les remises gracieuses et les admissions en non valeurs sont également des dépenses venant en atténuation de recettes.

#### **Solde budgétaire de l'exercice**

Solde des opérations d'exécution des lois de finances initiale et rectificatives relatives au budget de l'année courante, intégrant leur imputation en gestion courante et suivante.

#### **Titre**

Les dépenses budgétaires de l'Etat sont regroupées sous les titres suivants :

- les dotations des pouvoirs publics ;
- les dépenses de personnel ;
- les dépenses de fonctionnement ;
- les charges de la dette de l'Etat ; ces opérations visent les dépenses (décaissements) liées à la dette de l'Etat ayant un impact sur le solde les remboursements de la dette ne sont donc pas visés ici ;
- les dépenses d'investissement ;
- les dépenses d'intervention ;
- les dépenses d'opérations financières.

#### **Différences d'arrondis**

La somme des arrondis n'étant pas égale à l'arrondi d'une somme, des écarts de montants peuvent apparaître entre les tableaux de synthèse et les tableaux de développement. Pour l'ensemble des tableaux, le montant présenté au regard de chaque ligne de détail correspond à la valeur arrondie la plus proche.